Convention instituant une Organisation internationale de Métrologie légale

Conclue à Paris le 12 octobre 1955

Signée par la Suisse le 21 décembre 1955

Instrument de ratification déposé par la Suisse le 9 octobre 1956

Entrée en vigueur pour la Suisse le 28 mai 1958

Amendée avec effet au 18 janvier 1968

(Etat le 24 septembre 2010)

Les Etats parties à la présente Convention,

désireux de résoudre sur le plan international les problèmes techniques et administratifs posés par l'emploi des instruments de mesure et

conscients de l'importance d'une coordination de leurs efforts pour y parvenir,

sont convenus de créer une Organisation internationale de Métrologie légale définie ainsi qu'il suit:

Titre premier: Objet de l'Organisation

Art. I

Il est institué une Organisation internationale de Métrologie légale.

Cette organisation a pour objet:

1. de former un centre de documentation et d'information:
 - d'une part, sur les différents services nationaux s'occupant de la vérification et du contrôle des instruments de mesure soumis ou pouvant être soumis à une réglementation légale,
 - d'autre part, sur lesdits instruments de mesure envisagés du point de vue de leur conception, de leur construction et de leur utilisation;
2. de traduire et d'éditer les textes des prescriptions légales sur les instruments de mesure et leur utilisation, en vigueur dans les différents Etats, avec tous commentaires basés sur le droit constitutionnel et le droit administratif de ces Etats, nécessaires à la complète compréhension de ces prescriptions;
3. de déterminer les principes généraux de la métrologie légale;
4. d'étudier, dans un but d'unification des méthodes et des règlements, les problèmes de caractère législatif et réglementaire de métrologie légale dont la solution est d'intérêt international;

5. d'établir un projet de loi et de règlement types sur les instruments de mesure et leur utilisation;
6. d'élaborer un projet d'organisation matérielle d'un service type de vérification et de contrôle des instruments de mesure;
7. de fixer les caractéristiques et les qualités nécessaires et suffisantes auxquelles doivent répondre les instruments de mesure pour qu'ils soient approuvés par les Etats membres et pour que leur emploi puisse être recommandé sur le plan international;
8. de favoriser les relations entre les services des Poids et Mesures ou autres services chargés de la métrologie légale de chacun des Etats membres de l'Organisation.

Titre II: Constitution de l'Organisation

Art. II

Sont membres de l'Organisation les Etats parties à la présente Convention.

Art. III

L'Organisation comprend:

- une Conférence internationale de Métrologie légale;
- un Comité international de Métrologie légale;
- un Bureau international de Métrologie légale;

dont il est traité ci-après.

Conférence internationale de Métrologie légale

Art. IV

La Conférence a pour objet:

1. d'étudier les questions concernant les buts de l'Organisation et de prendre toutes décisions à leur sujet;
2. d'assurer la constitution des organismes directeurs appelés à exécuter les travaux de l'Organisation;
3. d'étudier et de sanctionner les rapports fournis en conclusion de leurs travaux par les divers organismes de métrologie légale créés conformément à la présente Convention.

Toutes les questions qui touchent à la législation et à l'administration propres d'un Etat particulier sont exclues du ressort de la Conférence, sauf demande expresse de cet Etat.

Art. V

Les Etats parties à la présente Convention font partie de la Conférence à titre de membres, y sont représentés comme il est prévu à l'art. VII et sont soumis aux obligations définies par la Convention.

Indépendamment des membres, peuvent faire partie de la Conférence en qualité de Correspondants:

1. les Etats ou les territoires qui ne peuvent ou ne désirent pas encore être parties à la Convention;
2. les Unions internationales poursuivant une activité connexe à celle de l'Organisation.

Les Correspondants ne sont pas représentés à la Conférence, mais ils peuvent y déléguer des observateurs ayant simplement voix consultative. Ils n'ont pas à verser les cotisations des Etats membres mais ils doivent supporter les frais de prestation des services qu'ils peuvent demander et les frais d'abonnement aux publications de l'Organisation.

Art. VI

Les Etats membres s'engagent à fournir à la Conférence toute la documentation en leur possession qui, à leur avis, peut permettre à l'Organisation de mener à bien les tâches qui lui incombent.

Art. VII

Les Etats membres délèguent aux réunions de la Conférence des représentants officiels au nombre maximum de trois. Autant que possible, l'un d'eux doit être dans son pays un fonctionnaire, encore en activité, du service des Poids et Mesures ou d'un autre service s'occupant de métrologie légale.

Un seul d'entre eux a droit de vote.

Ces délégués n'ont pas à être munis des «pleins pouvoirs» sauf, à la demande du Comité, dans des cas exceptionnels et pour des questions bien déterminées.

Chaque Etat supporte les frais relatifs à sa représentation au sein de la Conférence.

Les membres du Comité qui ne seraient pas délégués par leur Gouvernement ont le droit de prendre part aux réunions avec voix consultative.

Art. VIII

La Conférence décide des Recommandations à faire pour une action commune des Etats membres dans les domaines désignés à l'art. 1.

Les décisions de la Conférence ne peuvent devenir applicables que si le nombre d'Etats membres présents est au moins égal aux deux tiers du nombre total d'Etats membres et si elles ont recueilli au minimum les quatre cinquièmes des suffrages exprimés. Le nombre des suffrages exprimés doit être au moins égal aux quatre cinquièmes du nombre des Etats membres présents.

Ne sont pas considérés comme suffrages exprimés les abstentions et les votes blancs ou nuls.

Les décisions sont immédiatement communiquées pour information, étude et recommandation, aux Etats membres.

Ceux-ci prennent l'engagement moral de mettre ces décisions en application dans toute la mesure du possible.

Toutefois, pour tout vote concernant l'organisation, la gestion, l'administration, le règlement intérieur de la Conférence, du Comité, du Bureau et toute question analogue, la majorité absolue est suffisante pour rendre immédiatement exécutoire la décision envisagée, le nombre minimum des membres présents et celui des suffrages exprimés étant les mêmes que ci-dessus. La voix de l'Etat membre dont le délégué occupe la présidence est prépondérante en cas d'égalité dans le partage des voix.

Art. IX

La Conférence élit dans son sein, pour la durée de chacune de ses sessions, un Président et deux Vice-Présidents auxquels est adjoint, à titre de secrétaire, le Directeur du Bureau.

Art. X

La Conférence se réunit au moins tous les six ans sur convocation du Président du Comité ou, en cas d'empêchement, sur celle du Directeur du Bureau si celui-ci est saisi d'une demande émanant de la moitié au moins des membres, du Comité.

Elle fixe, à l'issue de ses travaux, le lieu et la date de sa prochaine réunion ou bien donne délégation au Comité à cet effet.

Art. XI

La langue officielle de l'Organisation est la langue française.

Toutefois, la Conférence pourra prévoir l'emploi d'une ou de plusieurs autres langues pour les travaux et les débats.

Comité international de Métrologie légale

Art. XII

Les tâches prévues à l'article 1^{er} sont entreprises et poursuivies par un Comité international de Métrologie légale, organe de travail de la Conférence.

Art. XIII

Le Comité se compose d'un représentant de chacun des Etats membres de l'Organisation.

Ces Représentants sont désignés par le Gouvernement de leur Pays.

Ils doivent être des fonctionnaires, en activité, du Service s'occupant des instruments de mesure ou avoir des fonctions officielles actives dans le domaine de la métrologie légale.

Ils cessent d'être Membres du Comité dès qu'ils ne répondent plus aux conditions ci-dessus et il appartient alors aux Gouvernements intéressés de désigner leurs remplaçants.

Ils font bénéficier le Comité de leur expérience, de leurs conseils et de leurs travaux, mais n'engagent ni leur Gouvernement, ni leur Administration.

Les membres du Comité prennent part de droit aux réunions de la Conférence avec voix consultative. Ils peuvent être l'un des délégués de leur Gouvernement à la Conférence.

Le Président peut inviter aux réunions du Comité, avec voix consultative, toute personne dont le concours lui paraît utile.

Art. XIV

Les personnes physiques ayant joué un rôle dans la science ou l'industrie métrologiques ou les anciens membres du Comité peuvent, par décision de ce Comité, recevoir le titre de membre d'honneur. Ils peuvent assister aux réunions avec voix consultative.

Art. XV

Le Comité choisit dans son sein un Président, un premier et un deuxième Vice-Présidents qui sont élus pour une période de six ans et qui sont rééligibles. Toutefois, si leur mandat vient à échéance dans l'intervalle séparant deux sessions du Comité, il sera automatiquement prorogé jusqu'à la deuxième de ces sessions.

Le Directeur du Bureau leur est adjoint à titre de secrétaire.

Le Comité peut déléguer certaines de ses fonctions à son Président.

Le Président remplit les tâches qui lui sont déléguées par le Comité et remplace celui-ci pour les décisions urgentes. Il porte ces décisions à la connaissance des membres du Comité et leur en rend compte dans les moindres délais.

Lorsque des questions d'intérêt commun au Comité et à des Organisations connexes sont susceptibles de se poser, le Président représente le Comité auprès de ces organisations.

En cas d'absence, d'empêchement, de cessation de mandat, de démission ou de décès du Président, l'intérim est assumé par le premier Vice-Président.

Art. XVI

Le Comité se réunit au moins tous les deux ans sur convocation de son Président ou, en cas d'empêchement, sur celle du Directeur du Bureau si celui-ci est saisi d'une demande émanant de la moitié au moins des membres du Comité.

Sauf motif particulier, les sessions normales ont lieu dans le pays où siège le Bureau. Cependant, des réunions d'information peuvent être tenues sur le territoire des divers Etats membres.

Art. XVII

Les membres du Comité empêchés d'assister à une réunion peuvent déléguer leur voix à un de leurs collègues qui est alors leur représentant. Dans ce cas, un même membre ne peut cumuler avec la sienne plus de deux autres voix.

Les décisions ne sont valables que si le nombre des présents et des représentés est au moins égal aux trois quarts du nombre des personnalités désignées comme membres du Comité et si le projet a recueilli au minimum les quatre cinquièmes des suffrages exprimés. Le nombre des suffrages exprimés doit être au moins égal aux quatre cinquièmes du nombre des présents et des représentés à la session.

Ne sont pas considérés comme suffrages exprimés les abstentions et les votes blancs ou nuls.

Dans l'intervalle des sessions, et pour certains cas spéciaux, le Comité peut délibérer par correspondance.

Les résolutions prises sous cette forme ne sont valables que si tous les membres du Comité ont été appelés à émettre leur avis et si les résolutions ont été approuvées à l'unanimité des suffrages exprimés, à la condition que le nombre des suffrages exprimés soit au moins égal aux deux tiers du nombre des membres désignés.

Ne sont pas considérés comme suffrages exprimés les abstentions et les votes blancs ou nuls. L'absence de réponse dans les délais fixés par le Président est jugée comme équivalant à une abstention.

Art. XVIII

Le Comité confie les études spéciales, les recherches expérimentales et les travaux de laboratoire aux Services compétents des Etats membres, après avoir obtenu leur accord formel préalable. Si ces tâches nécessitent certaines dépenses, l'accord spécifie dans quelles proportions ces dépenses sont supportées par l'Organisation.

Le Directeur du Bureau coordonne et rassemble l'ensemble des travaux.

Le Comité peut confier certaines tâches, à titre permanent ou temporaire, à des groupes de travail ou à des experts techniques ou juridiques opérant suivant des modalités qu'il aura fixées. Si ces tâches nécessitent certaines rémunérations ou indemnisations, le Comité en fixera le montant.

Le Directeur du Bureau assume le Secrétariat de ces groupes de travail ou de ces groupes d'experts.

Bureau international de Métrologie légale

Art. XIX

Le fonctionnement de la Conférence et du Comité est assumé par le Bureau international de Métrologie légale, placé sous la direction et le contrôle du Comité.

Le Bureau est chargé de préparer les réunions de la Conférence et du Comité, d'établir la liaison entre les différents membres de ces organismes et d'entretenir les relations avec les Etats membres ou avec les Correspondants et leurs services intéressés.

Il est également chargé de l'exécution des études et des travaux définis à l'art. 1 ainsi que de l'établissement des procès-verbaux et de l'édition d'un bulletin qui est envoyé gratuitement aux Etats membres.

Il constitue le centre de documentation et d'information prévu à l'art. 1.

Le Comité et le Bureau assument l'exécution des décisions de la Conférence.

Le Bureau n'effectue ni recherches expérimentales, ni travaux de laboratoire. Il peut cependant disposer de salles de démonstration convenablement équipées pour étudier le mode de construction et de fonctionnement de certains appareils.

Art. XX

Le Bureau a son siège administratif en France.

Art. XXI

Le personnel du Bureau comprend un Directeur et des collaborateurs nommés par le Comité ainsi que des employés ou agents à titre permanent ou temporaire recrutés par le Directeur.

Le personnel du Bureau et, s'il y a lieu, les experts visés à l'art. XVIII, sont rétribués. Ils reçoivent soit des traitements ou des salaires, soit des indemnités dont le montant est fixé par le Comité.

Les statuts du Directeur, des collaborateurs et des employés ou agents sont déterminés par le Comité, notamment en ce qui concerne les conditions de recrutement, de travail, de discipline, de retraite.

La nomination, le licenciement ou la révocation des agents et des employés du Bureau sont prononcés par le Directeur, sauf en ce qui concerne les collaborateurs désignés par le Comité, lesquels ne peuvent faire l'objet des mêmes mesures que par décision du Comité.

Art. XXII

Le Directeur assume le fonctionnement du Bureau sous le contrôle et les directives du Comité devant lequel il est responsable et auquel il doit présenter, à chaque session ordinaire, un compte rendu de gestion.

Le Directeur perçoit les recettes, prépare le budget, engage et mandate toutes les dépenses de personnel et de matériel, gère les fonds de trésorerie.

Le Directeur est, de droit, secrétaire de la Conférence et du Comité.

Art. XXIII

Les Gouvernements des Etats membres déclarent que le Bureau est reconnu d'utilité publique, qu'il est doté de la personnalité civile et que, d'une manière générale, il bénéficie des privilèges et facilités communément accordés aux Institutions intergouvernementales par la législation en vigueur dans chacun des Etats membres.

Titre III: Dispositions financières

Art. XXIV

La Conférence, pour une période financière égale à l'intervalle de ses sessions, décide:

- du montant global des crédits nécessaires pour couvrir les dépenses de fonctionnement de l'Organisation;
- du montant annuel des crédits à placer en réserve pour faire face à des dépenses extraordinaires obligatoires et assurer l'exécution du budget en cas d'insuffisance de recettes.

Les crédits sont chiffrés en francs-or. La parité entre le franc-or et le franc français est celle qui est indiquée par la Banque de France.

Pendant la période financière, le Comité peut en appeler aux Etats membres s'il juge qu'une augmentation de crédits est nécessaire pour faire face aux tâches de l'Organisation ou à une variation des conditions économiques.

Si, à l'expiration de la période financière, la Conférence ne s'est pas réunie ou si elle n'a pu délibérer valablement, la période financière est prorogée jusqu'à la session valable suivante. Les crédits primitivement accordés sont augmentés proportionnellement à la durée de cette prorogation.

Pendant la période financière, le Comité fixe, dans la limite des crédits accordés, le montant des dépenses de fonctionnement relatives à des exercices budgétaires de durée égale à l'intervalle de ses sessions. Il contrôle le placement des fonds disponibles.

Si, à l'expiration de l'exercice budgétaire, le Comité ne s'est pas réuni ou s'il n'a pu délibérer valablement, le Président et le Directeur du Bureau décident de la reconduction, jusqu'à la prochaine session valable, de tout ou partie du budget de l'exercice arrivé à échéance.

Art. XXV

Le Directeur du Bureau est autorisé à engager et à régler de sa propre autorité les dépenses de fonctionnement de l'Organisation.

Il ne peut:

- régler des dépenses extraordinaires;
- prélever sur les crédits de réserve les fonds nécessaires pour assurer l'exécution du budget en cas d'insuffisance de recettes,

qu'après avoir obtenu l'accord du Président du Comité.

Les excédents budgétaires demeurent utilisables pendant toute la période financière.

La gestion budgétaire du Directeur doit être soumise au Comité qui la vérifie à chacune de ses sessions.

A l'expiration de la période financière, le Comité soumet au contrôle de la Conférence un bilan de gestion.

La Conférence fixe la destination à donner aux excédents budgétaires. Le montant de ces excédents pourra venir en déduction des contributions des Etats membres ou s'ajouter aux crédits placés en réserve.

Art. XXVI

Les dépenses de l'Organisation sont couvertes:

1. par une contribution annuelle des Etats membres.

Le total des parts contributives pour une période financière est déterminé d'après le montant des crédits accordés par la Conférence, compte tenu d'une évaluation des recettes des postes 2. et 5. ci-après.

En vue de la détermination des parts respectives, les Etats membres sont répartis en quatre classes d'après la population totale de la métropole et les territoires qu'ils ont déclaré représenter:

Classe 1. – Population inférieure ou égale à 10 millions d'habitants;

Classe 2. – Population comprise entre 10 millions exclus et 40 millions inclus;

Classe 3. – Population comprise entre 40 millions exclus et 100 millions inclus;

Classe 4. – Population supérieure à 100 millions.

Le chiffre de population est arrondi au nombre entier de millions inférieur.

Lorsque dans un Etat le degré d'utilisation des instruments de mesure est nettement inférieur à la moyenne, cet Etat peut demander à être placé dans une classe inférieure à celle que lui assigne sa population.

Suivant les classes, les parts sont proportionnelles à 1, 2, 4 et 8.

La part contributive d'un Etat membre est répartie également sur toutes les années de la période financière pour déterminer sa contribution annuelle.

Afin de constituer dès l'origine un volant de sécurité destiné à amortir les fluctuations des rentrées de recettes, les Etats membres consentent des avances sur leurs cotisations annuelles à venir. Le montant de ces avances et leur durée sont fixés par la Conférence.

Si, à l'expiration de la période financière, la Conférence ne s'est pas réunie ou n'a pu délibérer valablement, les contributions annuelles sont prorogées aux mêmes taux jusqu'à une session valable de la Conférence;

2. par le produit de la vente des publications et le produit des prestations de services aux Correspondants;
3. par les revenus du placement des sommes constituant les fonds de trésorerie;
4. par les contributions pour la période financière en cours et les droits d'entrée des nouveaux Etats adhérents – par les contributions rétroactives et les droits d'entrée des Etats membres réintégrés – par les contributions arriérées des Etats membres reprenant leurs versements après les avoir interrompus;
5. par des subventions, souscriptions, dons ou legs et des recettes diverses.

Pour permettre des travaux spéciaux, des subventions extraordinaires peuvent être allouées par certains Etats membres. Elles ne sont pas comprises dans le budget général et il en sera tenu des comptes particuliers.

Les contributions annuelles sont établies en francs-or. Elles sont payées en francs français ou en toutes devises convertibles. La parité entre le franc-or et le franc français est celle qui est indiquée par la Banque de France, le taux applicable étant le taux au jour du versement.

Elles sont versées en début d'année au Directeur du Bureau.

Art. XXVII

Le Comité établira un règlement financier basé sur les prescriptions générales des art. XXIV à XXVI ci-dessus.

Art. XXVIII

Un Etat qui devient membre de l'Organisation au cours de l'une des périodes prévues à l'art. XXVI est lié jusqu'à expiration de celle-ci et se trouve soumis, dès son adhésion, aux mêmes obligations que les membres déjà existants.

Un nouvel Etat membre devient copropriétaire des biens de l'Organisation et doit verser, de ce fait, un droit d'entrée fixé par la Conférence.

Sa cotisation annuelle sera calculée comme s'il adhérerait le 1^{er} janvier de l'année suivant celle du dépôt des instruments d'adhésion ou de ratification. Son versement pour l'année en cours sera d'autant de douzièmes de sa cotisation qu'il reste de mois à couvrir. Ce versement ne changera pas les cotisations prévues au titre de l'année en cours pour les autres membres.

Art. XXIX

Tout Etat membre qui n'a pas acquitté ses cotisations pendant trois années consécutives est d'office considéré comme démissionnaire et radié de la liste des Etats membres.

Toutefois la situation de certains Etats membres qui se trouveraient dans une période de difficultés financières et ne pourraient momentanément faire face à leurs obligations sera examinée par la Conférence qui pourra, dans certains cas, leur accorder des délais ou des remises.

L'insuffisance des recettes résultant de la radiation d'un Etat membre est compensée par un prélèvement sur les crédits de réserve constitués comme il est indiqué à l'art. XXIV.

Les Etats membres volontairement démissionnaires et les Etats membres démissionnaires d'office perdent tout droit de copropriété sur la totalité des biens de l'Organisation.

Art. XXX

Un Etat membre volontairement démissionnaire peut être réintégré sur sa simple demande. Il est considéré alors comme un nouvel Etat membre, mais le droit d'entrée n'est exigible que si sa démission date de plus de cinq ans.

Un Etat membre démissionnaire d'office peut être réintégré sur sa simple demande sous réserve du règlement de ses cotisations impayées au moment de sa radiation. Ces cotisations rétroactives sont calculées sur la base des cotisations des années antérieures à sa réintégration. Il est ensuite considéré comme un nouvel Etat membre, mais le droit d'entrée est calculé en tenant compte, dans des proportions fixées par la Conférence, de ses cotisations antérieures.

Art. XXXI

En cas de dissolution de l'Organisation, l'actif sera, sous réserve de tout accord qui pourra être passé entre les Etats membres qui sont en règle de leurs cotisations à la date de la dissolution et sous réserve des droits contractuels ou acquis du personnel en activité de service ou en retraite, réparti entre les Etats proportionnellement au total de leurs cotisations antérieures.

**Titre IV:
Dispositions générales****Art. XXXII**

La présente Convention restera ouverte à la signature jusqu'au 31 décembre 1955 au Ministère des Affaires étrangères de la République française.

Elle sera ratifiée.

Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement de la République française qui notifiera la date de ce dépôt à chacun des Etats signataires.

Art. XXXIII

Les Etats qui n'auront pas signé la Convention pourront y adhérer à l'expiration du délai prévu par l'art. XXXII.

Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Gouvernement de la République française qui notifiera la date de ce dépôt à tous les Gouvernements signataires et adhérents.

Art. XXXIV

La présente Convention entrera en vigueur trente jours après le dépôt du seizième instrument de ratification ou d'adhésion.

Elle entrera en vigueur, pour chaque Etat qui la ratifie ou y adhère après cette date, trente jours après le dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion.

Le Gouvernement de la République française notifiera à chacune des Parties contractantes la date d'entrée en vigueur de la Convention.

Art. XXXV

Tout Etat peut, au moment de la signature, de la ratification ou à tout autre moment, déclarer, par notification adressée au Gouvernement de la République française, que la présente Convention est applicable à tout ou partie des territoires qu'il représente sur le plan international.

La présente Convention s'appliquera au territoire ou aux territoires désignés dans la notification à partir du trentième jour qui suit la date à laquelle le Gouvernement de la République française aura reçu la notification.

Le Gouvernement de la République française transmettra cette notification aux autres Gouvernements.

Art. XXXVI

La présente Convention est conclue pour une période de douze années à compter de sa première entrée en vigueur.

Elle restera par la suite en vigueur pour une période de six ans et ainsi de suite entre les Parties contractantes qui ne l'auront pas dénoncée six mois au moins avant l'expiration du terme.

La dénonciation se fera par notification écrite adressée au Gouvernement de la République française qui en avisera les Parties contractantes.

Art. XXXVII

L'Organisation pourra être dissoute par décision de la Conférence, pour autant que les délégués soient, au moment du vote, munis des «pleins pouvoirs» à cet effet.

Art. XXXVIII

Si le nombre des parties à la présente Convention se trouve ramené à moins de seize, la Conférence pourra consulter les États membres sur le point de savoir s'il y a lieu de considérer la Convention comme caduque.

Art. XXXIX

La Conférence peut recommander aux Parties contractantes des amendements à la présente Convention.

Toute Partie contractante acceptant un amendement notifiera par écrit son acceptation au Gouvernement de la République française qui avisera les autres Parties contractantes de la réception de la notification d'acceptation.

Un amendement entrera en vigueur trois mois après que les notifications d'acceptation de toutes les Parties contractantes auront été reçues par le Gouvernement de la République française. Lorsqu'un amendement aura été ainsi accepté par toutes les Parties contractantes, le Gouvernement de la République française en avisera toutes les autres Parties contractantes ainsi que les Gouvernements signataires en leur faisant connaître la date de son entrée en vigueur.

Après l'entrée en vigueur d'un amendement, aucun Gouvernement ne pourra ratifier la présente Convention ou y adhérer sans accepter également cet amendement.

Art. XL

La présente Convention sera rédigée en langue française en un seul original, qui sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française qui en délivrera des copies certifiées conformes à tous les Gouvernements signataires et adhérents.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ci-après, dont les pouvoirs ont été reconnus en bonne et due forme, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris le 12 octobre 1955

(Suivent les signatures)

Champ d'application le 24 septembre 2010¹

Etats parties	Ratification Adhésion (A)	Entrée en vigueur
Afrique du Sud	11 août	1998 A
Albanie	15 novembre	2001 A
Algérie	26 juin	1979 A
Allemagne	8 décembre	1959
Arabie Saoudite	19 octobre	1989 A
Australie	18 août	1959 A
Autriche	27 juin	1956
Bélarus	30 décembre	1993 A
Belgique	10 novembre	1959
Brésil	17 janvier	1984 A
Bulgarie	4 juin	1956 A
Cameroun	21 septembre	1970 A
Chine	26 mars	1985 A
Chypre	19 juin	1974 A
Corée (Nord)	9 mai	1974 A
Corée (Sud)	2 mai	1978 A
Cuba	30 octobre	1962
Danemark	11 février	1957
Egypte	28 juillet	1961 A
Espagne	14 mai	1957
Etats-Unis	22 septembre	1972 A
Ethiopie	8 janvier	1974 A
Finlande	28 avril	1958
France	23 avril	1958
Territoires d'outre-mer	23 avril	1958
Grèce	26 juin	1979 A
Guinée	5 mars	1960 A
Hongrie	19 septembre	1956
Inde	27 octobre	1956
Indonésie	30 septembre	1960 A
Iran	30 septembre	1959
Irlande	5 mars	1979 A
Israël	7 juillet	1966 A
Italie	28 octobre	1958 A
Japon	16 mai	1961 A
Kazakhstan	14 décembre	1994 A
Liban	6 novembre	1962 A
Macédoine	11 août	1994 A

¹ RO 1971 1159, 1974 1018, 1979 788, 1982 1947, 1985 1283, 1987 1383, 1992 987, 2004 295 et 2010 4477.

Une version du champ d'application mise à jour est publiée sur le site web du DFAE (www.dfae.admin.ch/traites).

Etats parties	Ratification Adhésion (A)		Entrée en vigueur	
Maroc	18 septembre	1958 A	18 octobre	1958
Monaco	9 août	1956	28 mai	1958
Norvège	28 avril	1958	28 mai	1958
Nouvelle-Zélande	27 août	2003 A	26 septembre	2003
Pakistan	12 juillet	1973 A	11 août	1973
Pays-Bas	12 juin	1958	12 juillet	1958
Territoires outre-mer du				
Royaume des Pays-Bas	12 juin	1958 A	12 juillet	1958
Pologne	16 juillet	1957	28 mai	1958
Portugal	26 novembre	1986 A	26 décembre	1986
République tchèque	13 janvier	1993 A	12 février	1993
Roumanie	17 octobre	1956	28 mai	1958
Royaume-Uni	11 mai	1962 A	10 juin	1962
Gibraltar	11 mai	1962 A	10 juin	1962
Iles Turques et Caïques	11 mai	1962 A	10 juin	1962
Iles Vierges britanniques	11 mai	1962 A	10 juin	1962
Montserrat	11 mai	1962 A	10 juin	1962
Russie	18 décembre	1956	28 mai	1958
Serbie	7 mai	1957	28 mai	1958
Slovaquie	13 janvier	1993 A	12 février	1993
Slovénie	22 janvier	1993 A	21 février	1993
Sri Lanka	18 mars	1968 A	17 avril	1968
Suède	11 juillet	1958	10 août	1958
Suisse	9 octobre	1956	28 mai	1958
Tanzanie	29 août	1979 A	28 septembre	1979
Turquie	1 ^{er} juin	2005 A	1 ^{er} juillet	2005
Venezuela	25 juillet	1960 A	24 août	1960
Vietnam	25 août	2003 A	24 septembre	2003